



R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Monsieur Sébastien LECORNU
Premier Ministre

Objet : Alerte sur les baisses budgétaires concernant l'Économie Sociale et Solidaire et la Vie Associative

Monsieur le Premier Ministre,

Nous souhaitons vous alerter sur la situation extrêmement préoccupante dans laquelle le Projet de Loi de Finances 2026, s'il demeurerait en l'état, placerait les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire et notamment les associations.

Le budget de l'État consacré à l'ESS serait réduit à 11 millions d'euros. Dans la première version du projet de loi de finances 2025, le gouvernement Barnier l'avait fixé à 16,7 millions d'euros, ce qui représentait déjà une baisse drastique par rapport à 2024. Nous, parlementaires, l'avions porté à 26,7 millions d'euros, ce qui restait en deçà des besoins réels d'accompagnement de cette économie essentielle.

S'ajoute à cette diminution, une baisse du budget "jeunesse et vie associative" de 26%, de 848 millions à 626 millions.

L'ESS représente aujourd'hui près de 10 % du PIB mais aussi 14% de l'emploi privé soit 2,6 millions de salariés et plus de 200 000 entreprises. À titre de comparaison, quand l'ensemble des start'up pèse 25 milliards d'euros, les coopératives (qui n'est qu'une des familles de l'ESS) représentent 360 milliards d'euros !

Accusé à tort de percevoir beaucoup d'aides publiques, ce secteur est en réalité bien moins financé que ne l'est l'économie conventionnelle. En s'appuyant sur les données fournies par le récent rapport de la Cour des comptes, ces aides directes et indirectes ne pèseraient que pour 7% du total des aides.

L'ESS c'est aussi des milliers de structures qui recourent aux emplois d'insertion. Dans les quartiers populaires, l'ESS concerne la majorité des contrats aidés : 59,9% contre 32% en dehors des quartiers prioritaires de la ville. Fragiliser l'ESS, c'est mettre en péril la réinsertion par le travail.

L'ESS n'est pas seulement un secteur pourvoyeur d'emploi de qualité, c'est aussi un pilier essentiel de notre quotidien. Elle intervient dans tous les champs de la vie économique et sociale. Elle est porteuse d'innovation tant sur les manières de gouverner les entreprises que pour faire face aux défis de notre siècle : la lutte contre les inégalités, la bifurcation écologique mais aussi la transition numérique ou encore l'enjeu de réindustrialisation. Elle

intervient en complément et parfois en palliatif de l'action publique lorsque celle-ci est défaillante.

L'ESS n'est donc pas un supplément d'âme, elle est essentielle, y compris parce qu'elle est résolument tournée vers l'avenir.

Elle est inspirante quand nous questionnons l'enjeu de justice sociale ; elle qui défend la lucrativité limitée et la juste redistribution, qui répond à tous les enjeux sociaux et qui est parfois quasiment la seule encore présente, dans les territoires ruraux ou dans des quartiers populaires.

Elle est inspirante quand nous nous interrogeons sur le fonctionnement de notre démocratie ; elle qui inscrit cette ambition dans ces règles de fonctionnement, selon le principe "une personne = une voix", elle qui cherche sans cesse de nouvelles voies pour faire participer les citoyens.

Enfin, elle est inspirante quand elle innove tant du point de vue social qu'écologique, quand elle devance le marché pour élaborer des solutions utiles pour toutes et tous et qui participent à la bifurcation écologique : déchets, réemploi, réparation, biodiversité...

En lui tournant le dos, c'est l'investissement dans l'avenir que vous allez sacrifier. Au moment où d'autres pays comme l'Espagne font le pari du rôle majeur que cette économie peut jouer en ces temps difficiles, vous envoyez un signal contraire.

Dans les familles de l'ESS, s'il en est une qui subira une double peine, c'est la vie associative. Les associations qui fédèrent 20 millions de bénévoles, qui assurent des missions de "service au public" sont le dernier rempart de la solidarité et la dignité des oubliés de notre République.

Elles ont toujours été volontaires et ont accepté de faire plus avec moins. A chaque nouvelle année annonciatrice de coupes budgétaires, certaines ont pu résister en "s'adaptant", d'autres ont disparu ou sont en souffrance. Mais toutes aujourd'hui le disent : "Ça ne tient plus !"

Aujourd'hui, ce sont encore 90 000 emplois associatifs qui sont directement menacés, l'équivalent d'un véritable plan social à l'échelle de la Nation. Preuve de l'état d'alerte généralisé, plus de 300 rassemblements ont eu lieu la semaine dernière dans les territoires, en réponse à l'appel du Mouvement associatif.

Nous, députés, étions présents dans ces rassemblements et nous avons été les témoins de la détresse dans laquelle les choix budgétaires successifs ont mis leurs structures.

Alors, nous député.es mobilisé.es au sein des groupes d'études ESS et Vie associative, éducation populaire et bénévolat de l'Assemblée nationale, nous vous en conjurons, il est urgent de rétablir ces moyens et même d'envisager un plan de soutien pluriannuel pour donner une nouvelle perspective aux entreprises de l'ESS.

Nous soulignons au passage qu'aucun.e Ministre n'est à ce jour, en charge de l'ESS dans ce gouvernement et qu'il est urgent que vous puissiez en désigner un.e.

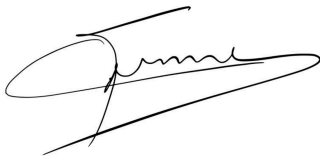
À la fin du mois, la France reçoit à Bordeaux, 4000 personnes venues de tous les continents pour le Forum mondial de l'ESS. Notre pays s'honorerait à donner des gages à ces acteurs essentiels.

Nous nous tenons à votre disposition, pour tout échange à court terme, permettant de sortir de cette situation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Charles FOURNIER

Co-président du groupe d'études ESS



Danielle SIMONNET

Co-présidente du groupe d'études Vie Associative



Gérard LESEUL

Co-président du groupe d'études ESS



Pierrick COURBON

Co-président du groupe d'études Vie Associative



Harold HUWART

Rapporteur pour avis du budget ESS



Florence HEROUIN-LEAUTEY,

Rapporteuse du budget Jeunesse et vie associative

